



MAP

C'est en présence de Mme Hillary Clinton que SM le Roi Mohammed VI a révélé au monde le plan solaire le plus ambitieux de tous les temps.

Plan solaire marocain

Révolution énergétique

Le Maroc prépare sa révolution énergétique et suit la tendance mondiale de la diversification des énergies. Amina Benkhadra, la ministre de l'Energie, a annoncé la mise en place d'un important projet d'énergie électrique d'origine solaire dans le Royaume d'ici à 2020. L'annonce a été faite depuis Ouarzazate en présence du roi Mohammed VI et de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, en visite officielle au Maroc.

Le timing choisi par le Souverain pour faire part au monde d'une si grandiose entreprise, ne laisse planer aucun doute quant au choix du futur partenaire. Ce ne seront pas les Français, dont la présence est déjà effective et consistante dans nombre de domaines du secteur -sans compter la future place de l'énergie nucléaire d'origine française- dans la structure énergétique du Royaume. Ce sont évidemment les Américains qui ont été lundi indirectement sollicités pour accompagner les Marocains dans ce qui va être le plus grand projet du solaire dans le monde. Hillary Clinton serait sensible à ce partenariat à plusieurs

de la médaille, pour son coût fort onéreux.

Le projet surprend par son ambition et son coût, estimé à 9 milliards de dollars. Choisis en raison de leur potentiel solaire, les cinq sites d'implantation du programme - Laâyoune , Boujdour, Tarfaya, Ain Beni Mathar et Ouarzazate - devraient bientôt accueillir des installations solaires de pointe, composées de capteurs photovoltaïques et de mécanismes d'énergie solaire thermiques. Chez les Américains, politique et affaires vont de pair. Le projet marocain d'autonomie au Sahara bénéficie d'un soutien irrévocable de l'Amérique et l'associa-

D'une superficie de 10 000 hectares, les sites, une fois en fonction, devraient ainsi produire jusqu'à 2 000 mégawatts, soit « une économie annuelle d'un million de tonnes de pétrole », selon Amina Benkhadra.

titres : d'une part en tant que secrétaire d'Etat œuvrant à consolider la présence économique de son , à l'étranger et d'autre part en tant que dirigeante du parti démocrate qui fait du développement durable un credo et une priorité. Le futur parc solaire marocain bénéficiera, sans doute, de capitaux américains et de la technologie outre atlantique réputée pour sa performance mais aussi, revers

tion de ces territoires aux plans de développement du royaume crédibilise davantage cette initiative et du coup permet à l'administration Obama d'autoriser son accompagnement par les systèmes de financement américains.

La préparation du projet s'est déroulée dans la discrétion totale. Conduit par celui qu'on surnomme le Joker du Roi, Ali Fassi Fihri, le tra-

vail devait en outre s'accomplir dans un contexte d'une concurrence sans merci du voisin algérien dont le ministre de l'énergie Chakib Khélil déclarait récemment « *A très long terme, à l'horizon 2025, 15% de l'électricité sera produite à partir du solaire. Le développement de ces énergies nous permettra d'épargner le gaz pour l'exporter ou l'utiliser dans la pétrochimie. A très long terme, on pourra même exporter l'énergie solaire et éolienne si elle est compétitive vers d'autres pays* ». L'Algérie réalise aujourd'hui que le Maroc est déjà passé aux actes pour tirer un meilleur profit de cette source d'énergie propre et inépuisable qu'est le soleil.

D'une superficie de 10 000 hectares, les sites, une fois en fonction, devraient ainsi produire jusqu'à 2 000 mégawatts, soit « *une économie annuelle d'un million de tonnes de pétrole* », selon Amina Benkhadra.

Alléger la dépendance du Maroc par rapport à l'énergie pétrolière

Possédant des ressources énergétiques et minières faibles, le Maroc est à 95% tributaire de l'énergie pétrolière et la majorité des hydrocarbures est importée. Cette dépendance extrême pousse depuis quelques années le pays à diversifier son offre énergétique. Il était donc fondamental de chercher à réduire notre dépendance énergétique, notamment vis-à-vis des pays

européens. A partir de ce constat l'annonce de lundi dernier est réjouissante et permet tous les espoirs. Economie et environnement en seront les premiers bénéficiaires. Projets de loi, engagement de l'Office national de l'électricité (ONE) à accompagner les investisseurs privés dans le domaine des énergies renouvelables, promotion des capteurs solaires dans les habitats et les sociétés, les mesures se sont ainsi multipliées depuis une dizaine d'années dans le pays pour favoriser au mieux le développement d'énergies alternatives à celle fournie par l'or noir. On sent désormais une véritable cohésion entre le pouvoir politique, les techniciens de ces nouvelles énergies et le monde économique. Ce projet marque un tournant décisif. Il a été voulu par le roi, c'est lui qui en assurera le suivi et l'aboutissement final. Il s'attaque pour la première fois à l'ensemble du territoire national alors que jusqu'ici de telles initiatives consistaient en des tentatives ciblées pour électrifier les communautés rurales. A un mois de la conférence internationale sur le changement climatique, qui se tiendra à Copenhague, le Maroc envoie un signal fort à la communauté internationale. Le Maroc s'inscrit au pinacle de la tendance lourde de l'époque et à laquelle adhèrent une minorité de pays. Les Etats développés, véritables responsables des gaz à effets de serre, hésitent encore d'agir et ne sont pas prêts au changement.

Kenza El Filali